

Macron et la ministre Buzyn accélèrent la destruction de l'hôpital public : comment les arrêter ?

En octobre, la ministre de la santé Agnès Buzyn affirmait que « 30 % des dépenses de l'assurance-maladie ne sont pas pertinentes ». Faudrait-il donc supprimer un tiers des soins pour les malades ?

Concernant l'hôpital, la ministre précisait : « Nous allons fermer les lits qui ne servent à rien ». Or déjà, au cours des dix dernières années, 16 000 lits ont été supprimés dans les hôpitaux, 299 services de chirurgie, 90 centres d'IVG et plus de 60 % des maternités ont été fermées.

Qu'en est-il à Lyon ? De 2001 à l'été 2017, Gérard Collomb, maire de Lyon et président du Conseil d'Administration puis du Conseil de Surveillance des Hospices Civils de Lyon (HCL), a œuvré de concert avec la direction nommée par le ministère.

Bilan : les HCL ont fermé les hôpitaux de l'Antiquaille (en 2003), Debrousse (en 2008, année de l'ouverture de l'HFME) et l'Hôtel-Dieu (2010) ; la fermeture des hôpitaux Antoine-Charial et Henry-Gabrielle a été engagée. Et les restructurations de service ont été légion pour aboutir au fait que près d'un lit d'hospitalisation sur cinq a fermé, ainsi que de nombreux blocs opératoires.

Depuis octobre dernier, Georges Képénékian, successeur de Collomb à la mairie de Lyon, est également devenu président du Conseil de Surveillance des Hospices Civils de Lyon... et les "restructurations" se poursuivent, avec notamment :

► la constitution de l'Ensemble hospitalier civil et militaire de Lyon. Dans un premier temps « les activités de chirurgie de l'hôpital Desgenettes [Hôpital d'instruction des armées] seront transférées sur le site de l'hôpital Édouard-Herriot [HEH, qui dépend des HCL] », puis que « dans un second temps, l'activité de médecine physique et de réadaptation de l'hôpital Henry Gabrielle (HCL) sera transférée à l'horizon 2023 à l'hôpital militaire Desgenettes » (*Lequotidiendumedecin.fr*, 13 décembre).

Une mesure à laquelle sont opposés depuis de longs mois les personnels, les patients et des milliers de signataires de la pétition du comité de défense de l'hôpital Henry Gabrielle de Saint-Genis-Laval.

► le transfert du service de transplantation hépatique de l'hôpital de la Croix-Rousse, regroupé avec le service de chirurgie abdominale à HEH.

Face à ce qu'ils dénoncent comme un démantèlement de la filière de greffe de foie dans leur hôpital, 200 personnels de la Croix-Rousse (plus de 80% du service était en grève) ont manifesté le 12 décembre avec plusieurs de leurs syndicats vers le siège des HCL, aux cris de : « Aucune négociation ! Non au transfert ! »

« Ce ne sont pas les soins qui ne sont pas pertinents, c'est le plan des HCL pour l'hôpital Croix-Rousse ! »

Cette réponse de bon sens d'un personnel soignant à la ministre Buzyn ne vaut évidemment pas que pour la Croix-Rousse. Depuis des années, le plan des HCL — comme des Hôpitaux de Paris, de Marseille, etc — c'est : « moins de sites, moins de lits, moins de blocs opératoires, moins de personnels... ». Cela au nom d'une même logique, claire depuis des années : la « mutualisation des services » doit permettre de réaliser des économies pour assurer le « retour à l'équilibre ».

Or cette baisse des dépenses est une véritable course à l'échalote, puisque dans le même temps les recettes de l'assurance maladie sont elles aussi constamment remises en cause au nom de l'allègement des « charges » patronales, avec des dizaines de milliards d'exonérations de cotisations sociales par an et maintenant leur suppression pure et simple engagée par Macron au 1^{er} janvier !

La continuité de cette politique et la nécessité de rompre avec elle

Cette politique s'est renforcée à chaque offensive gouvernementale contre l'hôpital public : instauration de la Tarification A l'Activité (T2A) en 2004, des Agences Régionales de Santé (ARS) par la loi Bachelot en 2009, des Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) par la loi Touraine en 2016...

La "stratégie nationale de santé 2018-2022" présentée le 20 décembre dernier par le gouvernement Macron-Buzyn s'inscrit dans cette continuité. Elle rappelle que « *les reconfigurations hospitalières visent à réorganiser l'hôpital afin d'optimiser l'utilisation des moyens techniques et humains* ». Elle préconise donc de « *poursuivre le virage ambulatoire et développer les alternatives à l'hospitalisation conventionnelle* », « *accélérer la mise en place des groupements hospitaliers de territoires* »... Elle prétend aussi « *faire évoluer les modes de financement de l'activité hospitalière (...) sur la base d'indicateurs de résultat* ». C'est-à-dire aller plus loin que la T2A, achever la déconnexion entre l'offre de soins et les besoins sanitaires de la population en poursuivant la fermeture de services jugés "non efficaces" ... car non rentables !

C'est la même politique destructrice qui se poursuit, car elle s'inscrit dans le cadre de la "réduction des déficits publics" dictée par les traités européens et appliquée par les gouvernements successifs.

Contre cette politique, dans toute la France, se dressent par centaines grèves et manifestations. Les personnels comme la population, parfois rejoints par les élus, ne veulent plus qu'on leur dise qu'il faudrait accompagner ces mesures en essayant de limiter la casse. Ils veulent conserver et reconquérir le droit à être soigné, en ville comme à la campagne, dans des hôpitaux de proximité comme dans des CHU de pointe.

Alors oui il est urgent de rompre avec cette politique de destruction des hôpitaux, de la santé publique, de la Sécurité sociale et de tous les droits de la population. Il est urgent de chasser Macron et son gouvernement, rien ne doit s'opposer à ce que se réalise l'unité pour le chasser. C'est le sens de l'appel lancé, le 2 décembre dernier, par le Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la V^e République, auquel s'associent les militants du POID.

Maintenant, tout de suite : rejeter tout chantage à la fermeture !

On peut partager ou non cette exigence de chasser le gouvernement Macron-Philippe-Buzyn. Mais tous ceux qui sont attachés à l'hôpital public ne devraient-ils pas organiser sans attendre la mobilisation unie pour porter enfin un coup d'arrêt aux attaques en cours aux HCL ?

Il y a urgence, en particulier face au chantage honteux brandi par la direction sur *France 3*, à la veille de la grève contre le transfert des transplantations hépatiques de la Croix-Rousse : « **Pour les HCL, la restructuration est inévitable. Le renouvellement en 2018 des autorisations d'activité de greffe est à ce prix** » ! Chantage qui confirme les propos du président de la commission médicale d'établissement : « *Je peux vous dire que cette décision a été validée par la ministre de la Santé.* » (*Mag2Lyon*, novembre 2017)

Le prétexte à ce transfert, c'est la baisse de l'activité de transplantation hépatique à Lyon. Mais cette baisse a une origine simple : la décision de la direction en 2010 de supprimer l'un des deux services de greffe de foie existant jusqu'alors, celui d'HEH, avec pour conséquence de reporter une partie de l'activité sur d'autres villes. En 2011, participant à une délégation qui s'opposait aux restructurations déjà en cours, un militant du POID répondait au représentant du maire de Lyon (se disant impuissant) : « *on aurait pu agir autrement, en préservant la continuité des soins, c'est-à-dire ici la poursuite des transplantations, en particulier pour les jeunes enfants. Cela suppose cependant de partir des besoins des patients, de considérations médicales, et de cesser de prendre comme gouvernail la réduction du déficit.* »

N'est-ce pas toujours vrai ? Et ne faut-il pas, à nouveau, interpeller les élus comme M. Képénékian et M. Kimelfeld (président de la Métropole de Lyon et toujours maire à la Croix-Rousse) pour qu'ils cessent d'accompagner cette politique ?

Pour le POID, il est urgent que se réalise l'unité pour exiger :

- **Plus un seul hôpital, plus un seul service, plus un seul poste supprimé !**
- **Maintien de l'hôpital Henry Gabrielle et de tous les sites des HCL !**
- **Maintien du service de greffe hépatique de la Croix-Rousse !**
- **Arrêt des restructurations et réouverture des services fermés !**

Lisez les informations concernant la mobilisation pour la défense des hôpitaux dans *La Tribune des travailleurs*

Rejoignez le POID !

Je souhaite participer à la prochaine réunion du POID du Rhône

J'adhère au POID

Je soutiens le POID, je verse (facultatif) €

Je m'abonne à *La Tribune des travailleurs*

Nom-prénom :

Qualité :

Mail :

Tél :